

DANS L'ACTUALITE du 10 au 12 novembre 2015

Textes officiels

IORF n° 0262 du 11 novembre 2015

Suite de la mise en œuvre du principe « silence vaut acceptation »

Décret n° 2015-1459 du 10 novembre 2015 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » pour les actes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites sur le fondement du II de cet article

Décret n° 2015-1460 du 10 novembre 2015 relatif aux exceptions à l'application pour les actes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics du délai de deux mois de naissance de la décision implicite d'acceptation sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Décret n° 2015-1461 du 10 novembre 2015 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites pour les actes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Proposition de loi

Prévention des risques

<u>Proposition de loi n°3194 relative aux évènements climatiques extrêmes : prévenir leur arrivée</u> et soutenir les collectivités territoriales après leur passage du 3 novembre 2015

Proposition de loi n°3191 relative à la protection des agglomérations urbaines face aux catastrophes naturelles causées ou aggravées par la sur urbanisation du 3 novembre 2015

Communes nouvelles et intercommunalités

<u>Proposition de loi n°3189 modifiant certaines dispositions relatives aux communes nouvelles et aux intercommunalités du 3 novembre 2015</u>

Source: assemblée-nationale du 03/11/2015

Circulaire

<u>Circulaire NOR PRMX1527082C du 7 novembre 2015 relative à l'entrée en vigueur du droit de saisir l'administration par voie électronique</u>

Jurisprudence

Le juge des référés du Conseil d'État ordonne au maire de Fréjus d'autoriser, à titre provisoire, l'ouverture au public de la mosquée de Fréjus

CE ord. 9 novembre 2015 association musulmane El Fath et autres, req. n° 394333

Le Conseil d'État rejette les recours contre le décret déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation de l'itinéraire français d'accès au tunnel franco-italien de la ligne ferroviaire entre Lyon et Turin

CE 9 novembre 2015 société France nature environnement et autres, M. G...et autres, commune de Chimilin et autres, req. n° 375322, 375672, 375673

Modalités d'application du PLU

CE 9 novembre 2015 M. et Mme E., req. n° 385689

Difficultés rencontrées dans l'exécution d'un marché à forfait

CAA Nancy 27 octobre 2015 société Insmatel, reg. n° 14NC00292

Vu par ailleurs

Contrat public

Projet de décret "marchés publics" : de nombreuses nouveautés

La direction des affaires juridiques (DAJ) vient de publier le projet de décret de l'ordonnance "marchés publics" du 23 juillet 2015. Très attendue, cette première version du décret apporte de nombreuses réponses aux questions que l'ordonnance avait laissées en suspens. Ce projet est soumis à consultation jusqu'au 4 décembre 2015. La DAJ encourage vivement les acteurs à faire part de ses remarques.

Source: DAJ du 11/11/2015

Urbanisme

Procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise : un projet de décret en consultation

Le dispositif vise à accélérer la réalisation de projets d'immobilier d'entreprise présentant un caractère d'intérêt général.

Source: le Moniteur du 10/11/2015

Consultation publique sur le projet de procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise (PIIE)

Prise en vertu de l'article 1er, 9° de la loi d'habilitation du 2 janvier 2014, l'ordonnance n° 2014-811 du 17 juillet 2014 relative à la procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise (PIIE) vise à accélérer la réalisation de projets.

Décret relatif à la procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise

Source: entreprise.gouv.fr du 08/11/2015

L'Anru va co-investir dans des programmes immobiliers

L'Agence nationale pour le renouvellement urbain a signé une convention avec la Caisse des Dépôts et l'Etat. Elle va disposer de 250 millions d'euros pour co-investir dans les quartiers et attirer les investisseurs privés.

Source: le Moniteur du 10/11/2015

Environnement

Lutte contre le changement climatique : les collectivités à l'avant-garde

Moins d'un mois avant la COP21, le Sénat a publié le 6 novembre son rapport sur les bonnes pratiques des collectivités territoriales pour le climat. Bien décidées à donner de la voix dans la négociation internationale, les collectivités revendiquent l'exemplarité de leurs initiatives. Et ce, qu'il s'agisse d'habitat, d'urbanisme, de mobilité, de biodiversité ou de valorisation énergétique.

Source: localtis.info du 10/11/2015

Affaire Xynthia : le procès de l'irresponsabilité et de l'impuissance

Un procès XXL! Jusqu'au 4 décembre, le palais de justice de Poitiers accueille le procès en appel relatif à la tempête Xynthia. Trois semaines d'audiences, sans doute très médiatisées. Mais les bonnes questions seront-elles posées?

Source : la gazette des communes du 10/11/2015

Collectivité territoriale

L'avenir de la commune au centre du prochain Congrès des maires

Après le mouvement de mobilisation des maires de septembre dernier, le prochain Congrès des maires promet de défendre avec vigueur la cause, et l'avenir, des communes.

Source : le Courrier des maires du 09/11/2015

Presse

COP21 : les Etats affichent la volonté d'aboutir à un accord

La « pré-COP » qui vient de se tenir à Paris se solde par plusieurs avancées.

Source : les Echos du 12/11/2015

4